

»»» OECD URBAN DAYS

14-17 April 2025 | OECD, Paris



Find out more about
Newstank Cities:



OCDE : 5 recommandations pour développer l'économie circulaire au sein des villes européennes

news tank - Paris - Actualité n°395113 - Publié le 16/04/2025 à 09:15

🕒 📁 🗃 A - A -



Écoutez la synthèse

00:00

00:00 🔍 🔍

Soutenir les filières secondaires de matériaux, supprimer les subventions nuisibles à la circularité, adapter les politiques aux réalités locales... Ce sont quelques-unes des recommandations de l'**OCDE** pour favoriser le développement de l'économie circulaire dans le rapport "L'économie circulaire dans les pays et régions de l'Union européenne", publié et présenté à l'occasion des "Urban Days" de l'**OCDE** à Paris, le 15/04/2025.



Table-ronde sur l'économie circulaire lors des « Urban Days » de l'OCDE, à Paris le 15/04/2025. - © Adrien Personne

Cet article fait partie du dossier :

'Urban days' de l'OCDE : 4 journées et 150 dirigeants réunis pour « faire la ville inclusive, circulaire et durable »

À télécharger

Rapport OCDE sur l'éco...

À lire aussi

ESSENTIELS

« Accompagner les transformations de manière durable et inclusive » (Stefano Lo Russo, maire de Turin)

Publié le 15/04/2025 à 08:30

ACTUALITÉ(S)

Logement : « Un programme co-construit entre les villes et la Commission européenne » (Anne Hidalgo)

Publié le 15/04/2025 à 13:00

Dans l'annuaire

Pia Imbs

Rubriquage

Type :

Actualité

Domaine(s) :

IHL

Rubrique(s) :

État & agences d'État

Environnement & nature

Financements & fiscalité

International

Les 5 recommandations de l'OCDE

- Rendre l'économie circulaire abordable et visible
 - Droits à la réparation, accessibilité des services, signalétique claire sur la réparabilité et recyclabilité des produits ;
 - Mise en place de systèmes de collecte compréhensibles et homogènes.
- Renforcer la compétitivité des acteurs circulaires
 - Supprimer les subventions aux modèles linéaires (énergies fossiles, plastiques à usage unique...) ;
 - Taxer les externalités négatives (carbone, incinération, mise en décharge) ;
 - Soutenir les filières secondaires (matériaux recyclés) pour les rendre compétitives.
- Agir en amont des chaînes de valeur
 - Intégrer la circularité dans la commande publique de manière obligatoire ;
 - Étendre la REP à d'autres secteurs (textile, BTP, électronique...) ;
 - Éviter l'« enfer des labels » via des normes claires et harmonisées.
- Assurer une transition juste et équilibrée territorialement
 - Au moyen d'évaluations territoriales, les gouvernements nationaux pourraient identifier les implications actuelles et futures de la transition circulaire sur les industries, les groupes de travailleurs et les communautés. »
- Développer une gouvernance circulaire à plusieurs niveaux
 - Clarifier les compétences (commune/intercommunalité/région/État) ;
 - Intégrer les citoyens, entreprises et ONG dans la co-construction des stratégies ;
 - Déployer des observatoires territoriaux du métabolisme urbain et des flux de matières.

Le rapport pointe des obstacles systémiques à la mise en place d'une économie circulaire efficace, notamment en matière d'environnement réglementaire adapté. Elle déplore une « absence de normes claires sur la durabilité des produits et une faible application de la responsabilité élargie du producteur au-delà des emballages ». Peu de mécanismes fiscaux existent pour encourager la réparation ou l'achat de matériaux recyclés, ces derniers étant souvent plus chers que les produits neufs classiques. Le rapport souligne également des manques de financements ciblés pour les collectivités et les entreprises, souvent lié à une faible visibilité des bénéfices à court terme quand les coûts d'investissements initiaux sont souvent élevés.

« Une démarche centrée sur la sobriété » (Pia Imbs, Eurométropole de Strasbourg)

« L'Eurométropole de Strasbourg a lancé une première feuille de route sur l'économie circulaire en 2019, nous l'avons mise à jour en 2024. Nous sommes la première intercommunalité de France à l'avoir poussée aussi loin. Notre démarche est centrée sur la sobriété : les consommateurs doivent réduire leurs consommations de déchets.

Nous soutenons également les filières de réemploi, notamment les matériaux du BTP. L'objectif est de créer un réseau de réemploi de ces déchets, et un réseau d'insertion de 400 emplois dans cette filière qui s'inscrit dans l'économie sociale et solidaire. Nous sommes la première métropole en France à avoir une vraie collecte des biodéchets de compostage. Une de nos actions porte sur le réemploi des vêtements, en encourageant la seconde main pour le textile. »

Pia Imbs, présidente de l'Eurométropole de Strasbourg

De multiples initiatives à l'échelle européenne

En présence de nombreux représentants de collectivités territoriales ayant participé à l'élaboration du rapport lors de cette table ronde, ces derniers ont présenté des initiatives locales d'économie circulaire :

- Dans la région de More og Romsdal en Norvège, la région a adopté une stratégie « Environnement, Climat et Énergie 2023-2026 » comportant cinq projets pilotes de symbiose industrielle notamment l'utilisation du CO₂ d'une usine d'incinération pour cultiver des algues, l'échange de sous-produits entre entreprises et le développement de chaînes de valeurs circulaires dans l'aluminium ;
- À Sofia (Bulgarie), la municipalité a mis en place un suivi annuel obligatoire du gaspillage alimentaire pour les professionnels (restaurants, hôtels...) et une taxe incitative pour les ménages basée sur le volume de déchets alimentaires jetés ;
 - « Nous avons mis en place des points de collecte mobile dans lesquels les habitants peuvent vider son grenier, garage... Au-delà de l'intérêt écologique de réemploi, ces moments deviennent de véritables événements sociaux. L'économie circulaire ne fonctionnera que si les citoyens sont impliqués de manière active », indique Ivan Goychev, vice-maire de Sofia.
- La ville de Berlin (Allemagne) a lancé « Re-Use », des ateliers de réparation et points de vente de seconde main. La ville inclut désormais des critères circulaires dans ces appels d'offres ;
 - « Nous croyons beaucoup à l'impact que peuvent avoir les start-ups, 60 % d'entre elles se concentrent sur des solutions durables. Pour cette raison, le lancement de « Impact Hub », un lieu pour mettre en relation les start-ups avec les acteurs de l'économie, pourrait avoir un impact positif sur la durabilité de la ville », déclare Britta Behrendt, secrétaire d'état de Berlin, en charge du changement climatique et de l'environnement.
- À Oulu (Finlande), la ville vise la neutralité carbone en 2035 grâce à une cartographie des flux urbains (énergie, matière, déchets), l'usage du numérique pour piloter des modèles de planification urbaine et une collaboration étroite entre la municipalité, les universités et les industriels pour créer un écosystème circulaire local.

Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE)

Création :

- 1948 : Organisation européenne de coopération économique (OCDE) pour administrer le plan Marshall financé par les États-Unis afin de reconstruire un continent dévasté par la guerre ;
- 1961 : Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) pour promouvoir des politiques qui améliorent le bien-être économique et social partout dans le monde

• Secrétaire général : Mathias Cormann

• Directrice du département Villes, politiques urbaines et développement durable : Aziza Akhounch

• Membres : 38 pays sur l'ensemble du globe, de l'Amérique du Nord et du Sud à l'Europe et jusqu'à l'Asie-Pacifique (liste)

• Tél. : 01 45 24 82 00

Catégorie :

Etat et autorités publiques

Adresse du siège

2 Rue André Pascal

75016 Paris France

➡ Consulter la fiche dans l'annuaire

Fiche n° 8518, créée le 11/04/2019 à 17:38 - Maj le 28/04/2025 à 12:04

Une question, une précision ou un avis ?

Texte *

Envoyer

Les autres sites du groupe News Tank

news tank
culture

news tank
éducation & recherche

news tank
mobilités

news tank
rh management

news tank
énergies

news tank
sport

news tank
football

news tank
agro

news tank
academic

rhmatin

immomatin

campusmatin

culturematin

csematin

agromatin

news tank
cities

Qui sommes-nous ? | L'équipe | Le groupe | Abonnements | Contact | CGA | Mentions légales | Confidentialité | Cookies

© News Tank Cities 2025

Exclusif « Le logement est un droit humain, pas une marchandise » (J.-M. Ribeiro, maire de Valongo)

news tank

Paris - Interview n°395207 - Publié le 16/04/2025 à 12:30

🕒 📁 🗂️ A · A -



Écoutez la synthèse

00:00

00:00



José Manuel Ribeiro, maire de Valongo

(Portugal) - © D.R.

« Il faut absolument cesser de considérer le logement comme une marchandise, il faut le reconnaître comme un droit humain. Si les gouvernements continuent de traiter le logement comme un bien capitaliste, ce sera le statu quo, rien ne changera dans l'accès au logement abordable pour tous. Ce n'est pas seulement une question de financement, ni de volume, c'est aussi une question de regard politique », déclare José Manuel Ribeiro, maire de Valongo (Portugal), à News Tank le 14/04/2025.

Il s'exprimait à l'occasion du sommet des "maires champions pour la croissance inclusive" (« Champion mayors for inclusive growth »), organisé par l'[OCDE](#) en marge des "Urban Days" du 14 au 17/04/2025 à Paris, en présence de nombreux maires européens, notamment [Anne Hidalgo](#), maire de Paris, [Stefano Lo Russo](#), maire de Turin (Italie) et [Yuriko Koike](#), gouverneure de Tokyo (Japon). Cette initiative, lancée en mars 2016, est une coalition de maires du monde entier pour promouvoir une croissance économique en luttant contre les inégalités.

« Il est devenu impossible pour toute une frange de la population d'acheter un logement. Et si vous regardez bien, on ne voit aucune action forte de l'Union Européenne. Aujourd'hui, nous commençons à entrevoir une ouverture au sein de la Commission. Désormais, le sujet principal sera celui du financement : il faut des moyens massifs pour le logement. »

Quel est le sens de votre participation à l'initiative des maires pour une croissance inclusive ?

Tout d'abord, je trouve que le thème est particulièrement intéressant à traiter. La croissance inclusive, cela peut sembler contradictoire, difficile à mettre en place, mais c'est possible.

Les initiatives de coopération entre les acteurs sont essentielles. Nous pouvons échanger sur les initiatives des différents maires, sur leurs problématiques, leurs solutions. Nous aurons notamment l'occasion de discuter longuement du sujet majeur qu'est le logement dans le contexte de crise que nous vivons collectivement sur la planète pour une grande partie d'entre nous. Il faudra évidemment les mettre en lien avec un autre enjeu premier : le changement climatique.

Comment les maires peuvent-ils aujourd'hui répondre aux grands défis démocratiques et sociaux dans un contexte de crise du logement ?

Nous avons pu aborder des défis mondiaux et réfléchir à comment, en tant que maires de villes mondiales, ne pouvons être plus forts pour résoudre les problématiques auxquelles nous faisons face. J'ai notamment partagé l'idée que la démocratie ne se résume pas à son aspect fonctionnel et technocratique. Nous sommes très forts pour la technocratie, mettre en place des politiques, mais nous avons aussi besoin de rêve collectif. Cela signifie que nous avons comme devoir de rassembler. Les extrémistes, qu'ils soient de droite ou de gauche comprennent très bien l'importance des rêves collectifs et la création de récits communs.

J'ai pu partager à mes collègues maires du monde entier que nous vivons dans un monde dans lequel beaucoup de personnes ne gagnent que le minimum pour payer son logement et se nourrir, c'est tout. J'apprends cela à une forme d'esclavage moderne. Dans ces conditions, il est absolument impossible de rêver collectivement, de faire adhérer nos concitoyens et d'espérer.

Il faut absolument cesser de considérer le logement comme une marchandise, il faut le reconnaître comme un droit humain. Si les gouvernements continuent de traiter le logement comme un bien capitaliste, ce sera le statu quo, rien ne changera dans l'accès au logement abordable pour tous. Ce n'est pas seulement une question de financement, ni de volume, c'est aussi une question de regard politique.

Quels sont les principaux enjeux urbains auxquels Valongo fait face aujourd'hui ?

Au Portugal, comme dans d'autres pays européens, nous recevons des financements de l'Union européenne, et le gouvernement portugais les a injectés dans certains projets. Mais ce n'est pas une réponse suffisante, car cela concerne uniquement les plus pauvres parmi les pauvres. Il n'y a pas de grands financements publics pour les jeunes ou pour la classe moyenne.

Vous avez des problèmes similaires en France. Il est devenu impossible pour toute une frange de la population d'acheter un logement. Et si vous regardez bien, on ne voit aucune action forte de l'Union Européenne. Aujourd'hui, nous commençons à entrevoir une ouverture au sein de la [Commission](#). Le sujet principal désormais sera celui, comme souvent, du financement : il faut des moyens massifs pour le logement.

Cet article fait partie du dossier :

'Urban days' de l'OCDE : 4 journées et 150 dirigeants réunis pour « faire la ville inclusive, circulaire et durable »

À lire aussi**ESSENTIELS**

Logement : « Nous allons examiner comment simplifier les régulations existantes » (Matthew Baldwin)
Publié le 16/04/2025 à 10:00

Assemblée nationale : proposition de loi visant à faire du droit au logement un droit constitutionnel
Publié le 15/04/2025 à 10:30

ACTUALITÉ(S)

OCDE : 5 recommandations pour développer l'économie circulaire au sein des villes européennes
Publié le 16/04/2025 à 09:15

Dans l'annuaire

Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE)

Rubriquage**Type :**

Interview

Domaine(s) :

IHL

Rubrique(s) :

Essentiel
Collectivités territoriales
International
Politiques publiques
Logement social
Parc privé & propriété

Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE)

Création :

- 1948 : Organisation européenne de coopération économique (OECE) pour administrer le plan Marshall financé par les États-Unis afin de reconstruire un continent dévasté par la guerre ;
- 1961 : Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) pour promouvoir des politiques qui améliorent le bien-être économique et social partout dans le monde

- Secrétaire général : Mathias Cormann
- Directrice du département Villes, politiques urbaines et développement durable : Aziza Akhmouch
- Membres : 38 pays sur l'ensemble du globe, de l'Amérique du Nord et du Sud à l'Europe et jusqu'à l'Asie-Pacifique ([liste](#))
- Tél. : 01 45 24 82 00

Catégorie : Etat et autorités publiques

Adresse du siège

2 Rue André Pascal
75016 Paris France

→ Consulter la fiche dans l'annuaire

Fiche n° 8518, créée le 11/04/2019 à 17:38 - Maj le 28/04/2025 à 12:04

Une question, une précision ou un avis ?

Texte *

Envoyer**Les autres sites du groupe News Tank****news tank**
culture**news tank**
éducation & recherche**news tank**
mobilités**news tank**
rh management**news tank**
énergies**news tank**
sport**news tank**
football**news tank**
agro**news tank**
academic**rhmatin****immomatin****campusmatin****culturematin****csematin****agromatin****news tank**
cities

Qui sommes-nous | L'équipe | Le groupe | Abonnements | Contact | CGA | Mentions légales | Confidentialité | Cookies

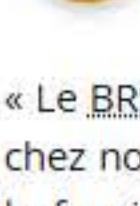
© News Tank Cities 2025

Exclusif « Le BRS, tel que nous le concevons, n'a pas de limite en termes de transfert » (Nathalie Appéré)

news tank

Paris - Interview n°395071 - Publié le 15/04/2025 à 15:00

🕒 📁 🗃 A A -



Écoutez la synthèse

00:00

00:00



Nathalie Appéré - © D.R.

« Le BRS, tel que nous le concevons, n'a pas de limite en termes de transfert. Il s'applique chez nous dans un contexte où nous avons très peu d'expérience de la dissociation entre le foncier et le bâti ; nous en sommes aux premières expérimentations. Il est vrai que d'autres pays ont déjà mis en œuvre cette dissociation », indique **Nathalie Appéré**, maire de Rennes, à News Tank le 14/04/2025.

Elle s'exprime à l'occasion des "Urban Days" organisés par l'**OCDE** (Organisation de coopération et de développement économiques) du 14 au 17/04/2025 à Paris.

« Depuis le début des années 2010, Rennes a engagé des opérations ambitieuses de rénovation de l'habitat ancien, notamment en centre-ville. Ce secteur, qui compte environ 1 600 immeubles, a longtemps souffert de dégradations importantes. Lors d'un diagnostic mené autour de 2010, nous avons identifié 600 immeubles en état de dégradation avancée, dont 300 très dégradés sur le plan structurel. Face à ce constat, nous avons mis en place un ensemble d'actions, en partenariat avec l'État et l'**Agence nationale de l'habitat**, pour rénover ces bâtiments en profondeur. »

« La question climatique irrigue l'ensemble de nos politiques publiques »**Le modèle du BRS est-il transposable à d'autres villes à l'international ?**

Sortir la terre des dynamiques de marché »

Le BRS, tel que nous le concevons, n'a pas de limite en termes de transfert. Il s'applique chez nous dans un contexte où nous avons très peu d'expérience de la dissociation entre le foncier et le bâti ; nous en sommes aux premières expérimentations. Il est vrai que d'autres pays ont déjà mis en œuvre cette dissociation. Dans certains contextes nationaux, ce modèle pourrait même bénéficier de conditions plus favorables, notamment pour extraire le foncier des mécanismes spéculatifs. C'est avant tout cette volonté de sortir la terre des dynamiques de marché et de spéculation qui fait la force du BRS.

A Rennes, la préservation du patrimoine et la modernisation des quartiers anciens sont des enjeux majeurs. Quels projets emblématiques illustrent cette démarche dans la ville ?

Depuis le début des années 2010, Rennes a engagé des opérations ambitieuses de rénovation de l'habitat ancien, notamment en centre-ville. Ce secteur, qui compte environ 1 600 immeubles, a longtemps souffert de dégradations importantes. Lors d'un diagnostic mené autour de 2010, nous avons identifié 600 immeubles en état de dégradation avancée, dont 300 très dégradés sur le plan structurel. Face à ce constat, nous avons mis en place un ensemble d'actions, en partenariat avec l'État et l'**Agence nationale de l'habitat**, pour rénover ces bâtiments en profondeur. Nous avons ainsi combiné des outils d'incitation, des coфинancements et des mesures de coercition, comme la préemption ou le recours à des arrêtés d'interdiction d'habiter en cas de péril. Grâce à cette approche, nous parvenons à rénover en moyenne 50 immeubles par an.

Quelles actions avez-vous mises en place à Rennes pour intégrer la transition écologique dans les projets urbains ?

'Éviter, réduire, compenser' comme cadre d'analyse systématique de nos décisions »

Nous avons combiné des outils d'incitation, des coфинancements et des mesures de coercition »

soutenons pleinement le principe de zéro artificialisation nette. Cette approche nous permet de reconstruire la ville sur la ville, dans une logique d'urbanisation plus sobre et respectueuse de l'environnement. Pour nous, la sobriété est désormais un impératif incontournable de l'action publique.

Nathalie Appéré**Secrétaire générale** @ France urbaine**Présidente** @ Rennes Métropole**Membre en tant que personnalité qualifiée** @ Observatoire de la laïcité**Présidente** @ Agence nationale de l'habitat (Anah)**Maire** @ Ville de Rennes**Membre** @ Parti Socialiste (PS)

→ Consulter la fiche dans l'annuaire

Parcours

Depuis septembre 2020

France urbaine
Secrétaire générale

Depuis juillet 2020

Rennes Métropole
Présidente

Depuis 2017

Observatoire de la laïcité
Membre en tant que personnalité qualifiée

Depuis 2015

Agence nationale de l'habitat (Anah)
Présidente

Depuis avril 2014

Ville de Rennes
Maire**Établissement & diplôme**

1993 - 1996

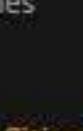
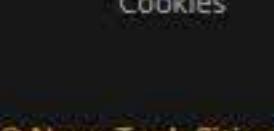
Institut d'études politiques de Rennes
Diplômée

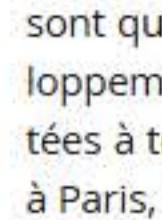
Fiche n° 30127, créée le 19/04/2018 à 12:34 - Maj le 15/04/2025 à 12:14

Une question, une précision ou un avis ?

Texte *

Envoyer

Les autres sites du groupe News Tank**news tank**
culture**news tank**
éducation & recherche**news tank**
mobilités**news tank**
rh management**news tank**
énergies**news tank**
sport**news tank**
football**news tank**
agro**news tank**
académie**rh matin****immo matin****campus matin****culture matin****cse matin****agro matin**



Écoutez la synthèse

00:00

00:00

Impliquer toutes les générations dès la conception des politiques urbaines et prioriser une planification urbaine inclusive, incluant logements et espaces publics adaptés, telles sont quelques-unes des 9 recommandations de l'Organisation de coopération et de développement économique formulées dans le rapport "Cities for all ages" ("Des villes adaptées à tous les âges de la vie"), publié et présenté à l'occasion des "Urban days" de l'OCDE, à Paris, le 14/04/2025.



© D.R.

Selon le rapport, la proportion des 65 ans et plus devrait passer de 20,9 % en 2020 à 27,9 % d'ici à 2040 dans 29 pays de l'OCDE. En se basant sur les initiatives recensées dans les métropoles de l'OCDE, le rapport propose une approche structurée autour de trois grands axes :

- l'aménagement urbain et la planification de l'usage des sols : le rapport mentionne l'évaluation du potentiel des aménagements de rues tels que les super-îlots, les rues apaisées et les zones piétonnes pour accroître la sociabilité et soutenir une mobilité quotidienne plus sûre et durable pour les enfants, les personnes âgées et leurs accompagnateurs. Il encourage également le développement de normes d'accessibilité obligatoires pour les transports publics et les bâtiments ouverts au public ;

- le développement d'une offre de logement ciblée : le rapport suggère d'inciter au développement et à la gestion de types de logements variés (par exemple, auberges, colocation étudiante, logements avec services pour personnes âgées). Il promeut également la mise en œuvre de politiques de redimensionnement du parc de logements pour mieux l'adapter aux besoins des différentes étapes de la vie, en incitant les résidents à emménager dans des logements plus adéquats et accessibles. Le rapport explore des outils d'utilisation des sols et de l'espace urbain existant, tels que l'instauration d'obligations de prise en compte de l'âge pour les programmes de promoteurs et la réhabilitation de friches industrielles, pour augmenter l'offre de logements pour tous les âges. Des mécanismes de prêts et de subventions pour la rénovation de logements afin d'améliorer l'accessibilité pour les seniors sont également proposés ;

- le renforcement de l'économie locale : pour contrer les risques de perte de main-d'œuvre et de productivité liés au vieillissement, le rapport souligne la nécessité de requalifier et de perfectionner les compétences des personnes âgées qui souhaitent continuer à travailler.

Cet article fait partie du dossier :

"Urban days" de l'OCDE : 4 journées et 150 dirigeants réunis pour "faire la ville inclusive, circulaire et durable"

À télécharger

Consulter le rapport CI...

À lire aussi

ESSENTIELS

« 150 parties prenantes se réuniront pour partager des solutions audacieuses » (L. Kamal-Chaoui, OCDE)

Publié le 14/04/2025 à 10:30

Démographie : l'OCDE souligne l'impact du renchérissement du coût du logement sur la fécondité

Publié le 24/06/2024 à 17:00

ACTUALITÉ(S)

« La résilience d'une ville ne se limite pas aux enjeux environnementaux » (A. Outass, Casablanca)

Publié le 14/04/2025 à 16:15

Rubriquage

Type :

Actualité

Domaine(s) :

AUC

Rubrique(s) :

Essentiel
Collectivités territoriales
International
Politiques publiques

Détail des 9 recommandations du rapport

Les 9 recommandations du rapport "Cities for all ages" sont :

- intégrer l'inclusivité liée à l'âge dans toutes les politiques ;
- impliquer toutes les générations dans la conception urbaine ;
- partager les bonnes pratiques et expérimenter des idées ayant fait leurs preuves ailleurs ;
- prioriser une planification urbaine inclusive et flexible ;
- soutenir des solutions de logement adaptées à l'âge ;
- favoriser des solutions issues du secteur privé et du tiers-secteur ;
- mobiliser le financement pour des villes inclusives en âge ;
- favoriser le renforcement des capacités sur la planification inclusive ; • produire et analyser des données spécifiques à l'âge.

« Les villes qui ne sont pas inclusives sur le plan de l'âge, qui ne prennent pas en compte les besoins de toutes les tranches d'âge dans l'aménagement urbain et les politiques publiques, risquent de faire face à des coûts sociaux et économiques significatifs. Ces coûts incluent un risque accru de mauvaise santé, de solitude, d'isolement et de pauvreté, ainsi qu'une augmentation des dépenses publiques liées aux personnes âgées, une réduction des opportunités éducatives et sociales pour les enfants, et une attractivité diminuée pour les jeunes, avec des conséquences sur le marché du travail et la croissance de la productivité », indique l'OCDE.

« En intégrant une approche inclusive de l'âge dans la politique urbaine, les gouvernements peuvent non seulement favoriser l'accès aux opportunités à chaque étape de la vie, mais aussi progresser vers des objectifs plus larges, tels que la compétitivité, la durabilité environnementale et la cohésion sociale, générant ainsi des effets gagnant-gagnant. »

Logement locatif : « Mettre en place des dispositifs de sécurité pour les personnes âgées » (Kazuhsa Takeuchi)

« Kitakyushu est la ville du Japon avec la plus grande proportion de personnes âgées, un tiers de la population ayant plus de 65 ans. C'est une ville de 900 000 habitants, verte et fondée sur les technologies. L'une des principales barrières à l'inclusion des personnes âgées réside dans l'accès au logement locatif. En effet, une partie de la population âgée ne peut pas accéder à ces logements, car les propriétaires craignent que ces personnes décèdent dans leur logement. Il est donc essentiel de mettre en place des dispositifs de sécurité. Par ailleurs, nous disposons également de logements dans le secteur public, avec des unités de logement abordables, indépendantes ou avec assistance. »

Kazuhsa Takeuchi, maire de Kitakyushu, Japon.

Faire de Bratislava une ville leader en matière de prise en compte des enfants » (Matúš Vallo)

« Nous avons décidé de faire de Bratislava une ville leader en matière de prise en compte des enfants. Nous souhaitons reconnaître les enfants comme des citoyens à part entière. Concevoir des espaces publics pour les enfants, c'est aussi construire des espaces accessibles et adaptés à tous, car ces espaces sont avant tout sécurisants. Nous travaillons en collaboration avec les résidents, les écoles et toutes les parties prenantes, qui participent activement au dialogue autour de ce projet. Nous pouvons lier la question de la sécurité des enfants à d'autres enjeux, comme l'aménagement des espaces publics ou encore la mobilité publique. »

Matúš Vallo, maire de Bratislava, Slovaquie.

« Notre défi réside dans l'assurance de l'inclusion sociale » (Stefano Lo Russo)

« Turin est actuellement dans une phase de transition, passant d'une ville industrielle typique à une ville d'innovation, de culture et universitaire. Dans ce contexte, nous accueillons de plus en plus d'immigrés. Le centre-ville compte un million d'habitants et la population de souche italienne vieillit d'année en année. Le rajeunissement démographique se fait principalement grâce à l'arrivée de personnes immigrées. Notre défi réside donc dans l'assurance de l'inclusion sociale et la résolution des problématiques spécifiques à cette population. Les solutions à envisager passent à la fois par l'urbanisme, avec l'aménagement de rues piétonnes, et par l'utilisation du numérique, afin de faciliter la proximité avec les familles, par exemple. »

Stefano Lo Russo, maire de Turin, Italie.

« Nous devons viser le très long terme » (Emilia Saiz, CGLU)

« L'Union des cités et gouvernements locaux unis a commencé à réfléchir à la manière de contribuer au débat sur la ville pour tous les âges. Il est essentiel d'adopter un langage intergénérationnel pour comprendre ce que nous considérons comme du travail, et les différentes façons dont les cycles de vie sont envisagés. Les besoins d'une personne de 75 ans, il y a 25 ans, sont différents de ceux d'une personne de 75 ans aujourd'hui. Comment adapter la prestation des services publics en fonction de ces réalités ? Nous devons viser le très long terme : une génération ne peut pas penser pour une autre. Il est crucial de repenser la véritable définition de la qualité de vie et d'un logement abordable. Deux questions clés émergent : celle de la participation et celle de la gouvernance. Les structures de gouvernance actuelles sont souvent obsolètes face aux défis de l'avenir. Parfois, il est nécessaire de repenser les compétences requises pour répondre aux besoins à venir. »

Emilia Saiz, secrétaire générale à l'Union des cités et gouvernements locaux unis.

Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE)

Création :

- 1948 : Organisation européenne de coopération économique (OCDE) pour administrer le plan Marshall financé par les États-Unis afin de reconstruire un continent dévasté par la guerre ;
- 1961 : Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) pour promouvoir des politiques qui améliorent le bien-être économique et social partout dans le monde

- Secrétaire général : Mathias Cormann

- Directrice du département Villes, politiques urbaines et développement durable : Aziza Akhouch

- Membres : 38 pays sur l'ensemble du globe, de l'Amérique du Nord et du Sud à l'Europe et jusqu'à l'Asie-Pacifique ([liste](#))

- Tél. : 01 45 24 82 00

Catégorie :

Etat et autorités publiques

Adresse du siège

2 Rue André Pascal

75016 Paris France

[Consulter la fiche dans l'annuaire](#)

Fiche n° 8518, créée le 11/04/2019 à 17:38 - Mise à jour le 28/04/2025 à 12:04

Une question, une précision ou un avis ?

Texte *

Envoyer

Les autres sites du groupe News Tank

news tank

culture

news tank

éducation & recherche

news tank

mobilités

news tank

rh management

news tank

énergies

news tank

sport

news tank

football

news tank

agro

news tank

académie

news tank

rh matin

immomatin

campusmatin

culturematin

csematin

agromatin

news tank

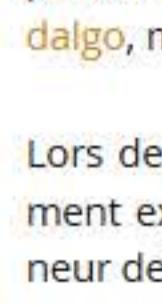
cities

Logement : « Un programme co-construit entre les villes et la Commission européenne » (Anne Hidalgo)

news tank

Paris - Actualité n°395063 - Publié le 15/04/2025 à 13:00

A A -



Écoutez la synthèse

00:00

00:00

« Avec les maires européens, nous avons porté des propositions auprès de la [Commission européenne](#). Pour la première fois, la Commission a nommé un commissaire au logement, Dan Jorgensen. Il est conscient des enjeux et nous travaillons ensemble sur un programme co-construit entre les villes et la Commission européenne. Nous espérons qu'il permettra de mobiliser les financements nécessaires pour avancer », déclare [Anne Hidalgo](#), maire de Paris, lors du lancement des Urban Days de l'[OCDE](#), le 14/04/2025.



© A.T.

Cet article fait partie du dossier :

'Urban days' de l'OCDE : 4 journées et 150 dirigeants réunis pour « faire la ville inclusive, circulaire et durable »

Lors de cet événement, organisé par l'[OCDE](#) à Paris du 14 au 17/04/2025, se sont également exprimés : Anacláudia Rossbach, présidente de ONU-Habitat, Yuriko Koike, gouverneur de Tokyo et Mathias Cormann, secrétaire général de l'[OCDE](#).



À lire aussi

« Accompagner les transformations de manière durable et inclusive » (Stefano Lo Russo, maire de Turin)
Publié le 15/04/2025 à 08:30

« 150 parties prenantes se réuniront pour partager des solutions audacieuses » (L. Kamal-Chaoui, OCDE)
Publié le 14/04/2025 à 10:30

« Le logement est l'une des deux grandes priorités des maires européens » (André Sobczak, Eurocities)
Publié le 09/04/2025 à 08:30

Dans l'annuaire

Dan Jorgensen

Rubriquage

Type :

Actualité

Domaine(s) :

IHL

Rubrique(s) :

Collectivités territoriales

International

Politiques publiques

Parc privé & propriété

« La population active va diminuer de moitié dans les 10 prochaines années » (Mathias Cormann, OCDE)

« Un des changements majeurs pour les villes est le vieillissement de la population urbaine, thème central des discussions de cette semaine. Entre 1960 et 2022, la part des 65 ans et plus dans les pays de l'[OCDE](#) a doublé (de 9 % à 18 %), et atteindra 25 % d'ici 2050, soit 372 millions de personnes.

Même si les villes accueillent une population plus jeune que les zones rurales, elles vieillissent aussi. Depuis 2000, la part des personnes âgées a augmenté dans tous les pays de l'[OCDE](#), et d'ici à 2040, 28 % des urbains auront plus de 65 ans. En parallèle, la population active va diminuer dans plus de la moitié des villes OCDE au cours des 10 prochaines années. Cela transformera profondément nos villes.

Les politiques de logement, de santé, de transport et d'emploi doivent s'adapter, tout en continuant à répondre aux besoins des jeunes générations.

L'[OCDE](#) identifie trois priorités d'action pour construire des villes pour tous les âges :

- Adapter l'aménagement urbain et l'emploi

À Manchester, le programme 'Support to Succeed' accompagne les plus de 50 ans vers l'emploi avec du conseil, des formations en finance et des groupes de recherche d'emploi.

- Exploiter les données et les technologies

Helsinki (Finlande) a créé un jumeau numérique de la ville pour simuler les effets des nouveaux projets urbains. La ville l'a intégré dans le jeu vidéo Minecraft pour engager les jeunes dans l'urbanisme.

- Mieux associer les citoyens de tous âges

À Copenhague (Danemark), les espaces publics ont été co-conçus avec différents groupes d'âges. À Singapour, certains quartiers sont pensés pour les personnes atteintes de démence. À Wrocław (Pologne), un Conseil des aînés élu conseille les politiques publiques depuis 2014.

L'[OCDE](#) va continuer à mobiliser son expertise pluridisciplinaire et ses partenariats internationaux pour soutenir l'action locale. Cette semaine, nous lançons, avec ONU-Habitat, un suivi mondial de la localisation des Objectifs de développement durable (ODD) afin d'évaluer les progrès locaux et accélérer l'impact. »

Mathias Cormann, secrétaire général de l'[OCDE](#).

« Le vieillissement de la population est un changement structurel majeur » (Yuriko Koike, Tokyo)

« Les enfants et les jeunes sont le moteur du développement des villes et des nations. Alors que la population mondiale continue de croître, les populations et les forces de travail diminuent dans beaucoup de pays de l'[OCDE](#). Au Japon, la baisse du taux de natalité et le vieillissement sont devenus des enjeux critiques.

Le gouvernement métropolitain de Tokyo met en place des politiques cohérentes pour accompagner les parcours de mariage, de grossesse, d'accouchement et d'éducation des enfants. Le vieillissement de la population est un autre changement structurel majeur. Au Japon, nous pensons que l'on peut vivre longtemps et en bonne santé. À Tokyo, l'espérance de vie est de 82 ans pour les hommes et 88 ans pour les femmes, un record mondial.



Yuriko Koike, gouverneur de Tokyo - © D.R.

Le Gouvernement de Tokyo a même utilisé l'IA générative pour imaginer la vie dans 100 ans. Une des projections annonce que les habitants pourraient vivre jusqu'à 120 ans en bonne santé. Nous avons mis en place le Platinum Career Center, pour accompagner les seniors vers l'emploi, ainsi qu'un programme de formation continue et d'apprentissage tout au long de la vie. À l'université métropolitaine de Tokyo, le Premium College accueille les personnes de plus de 50 ans. Chaque année, nous recevons trois fois plus de candidatures que de places disponibles. Certains étudiants ont plus de 80 ans. »

Yuriko Koike, gouverneure de Tokyo (Japon).

« La crise du logement est au cœur de toutes les autres crises » (Anacláudia Rossbach, ONU Habitat)

« ONU-Habitat a été créée il y a près de 50 ans pour aider à résoudre la crise mondiale du logement. Aujourd'hui, cette crise est encore là — elle est même plus urgente que jamais. C'est, selon moi, la priorité numéro un. Le logement est au cœur de toutes les autres crises : climatique, économique, sociale. Les conflits détruisent des villes entières. La pauvreté reste très présente.



Anacláudia Rossbach, directrice exécutive de ONU Habitat - © A.T.

Si nous augmentons les infrastructures et les bâtiments, nous ne ferons qu'impacter l'environnement, et aussi les recettes des villes. Les villes auront plus de coûts en matière d'entretien, ce qui renforce la ségrégation.

Nous ne pouvons pas regarder le logement uniquement sous l'angle de la durabilité environnementale, ou sociale, ou économique, ou urbaine. Nous devons réunir tous ces éléments. Il faut vraiment aborder cette question de manière intégrée. Aujourd'hui, la crise du logement nous alerte sur la nécessité de revoir les cadres existants.

Rassemblons les données nécessaires pour informer la société civile, le secteur privé, les institutions financières internationales, les gouvernements nationaux, les décideurs politiques sur la situation actuelle, et sur les bonnes pratiques que les données nous permettent d'identifier. »

Anacláudia Rossbach, directrice exécutive d'ONU Habitat.

« Aborder la crise du logement de manière intégrée »

Anne Hidalgo

Maire (PS) @ Ville de Paris

→ Consulter la fiche dans l'annuaire

Parcours

Depuis avril 2014 Ville de Paris
Maire (PS)

Depuis décembre 2022 Entente Axe Seine
Vice-présidente

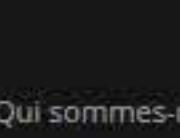
Depuis mars 2018 SOLIDEO
Présidente

Depuis janvier 2016 Métropole du Grand Paris (MGP)
1^{re} vice-présidente

Depuis mai 2014 Association Internationale des Maires Francophones
Présidente

+ +

Fiche n° 28026, créée le 11/01/2018 à 13:02 - Mâj le 14/04/2025 à 18:11

Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE)

Création :

- 1948 : Organisation européenne de coopération économique (OECE) pour administrer le plan Marshall financé par les États-Unis afin de reconstruire un continent dévasté par la guerre ;

- 1961 : Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) pour promouvoir des politiques qui améliorent le bien-être économique et social partout dans le monde

- Secrétaire général : Mathias Cormann

- Directrice du département Villes, politiques urbaines et développement durable : Aziza Akhmouch

- Membres : 38 pays sur l'ensemble du globe, de l'Amérique du Nord et du Sud à l'Europe et jusqu'à l'Asie-Pacifique ([liste](#))

- Tél. : 01 45 24 82 00

Catégorie : Etat et autorités publiques

Adresse du siège

2 Rue André Pascal

75016 Paris France

→ Consulter la fiche dans l'annuaire

Fiche n° 8518, créée le 11/04/2019 à 17:38 - Mâj le 28/04/2025 à 12:04

Une question, une précision ou un avis ?

Texte *

Envoyer

Texte *

Exclusif « La résilience d'une ville ne se limite pas aux enjeux environnementaux » (A. Outass, Casablanca)

news tank

Paris - Actualité n°395010 - Publié le 14/04/2025 à 16:15

Rechercher | Imprimer | A - A +



Écoutez la synthèse

00:00

00:00



« La résilience d'une ville ne se limite pas aux enjeux environnementaux. Elle concerne aussi des aspects économiques, sociaux, culturels. Une ville résiliente, c'est une ville qui sait s'adapter aux multiples contraintes qu'elle rencontre au quotidien », indique Abderrahim Outass, vice-président du conseil communal de Casablanca (Maroc), à News Tank le

Menu

news tank

cities

Rechercher | Paramètres | Profil | Partager

Accueil // Votre Quotidien - lundi 14 avril 2025 - 19:00 // "La résilience d'une ville ne se limite pas aux enjeux environnementaux"

dossier :

'Urban days' de l'OCDE : 4 journées et 150 dirigeants réunis pour « faire la ville inclusive, circulaire et durable »

« Pour moi, la résilience, c'est avant tout une proximité forte avec les citoyens. Une ville résiliente est une ville qui place ses habitants au cœur des décisions. Il ne s'agit pas simplement de consulter ponctuellement, mais de véritablement les impliquer. Les citoyens sont porteurs d'idées, ils ont une expertise d'usage, une connaissance fine de leur territoire. Et cela représente une richesse incroyable pour celles et ceux qui gèrent la ville. »

Quels sont les principaux enjeux urbains auxquels Casablanca doit faire face aujourd'hui ?

Les enjeux à Casablanca sont similaires à ceux rencontrés par d'autres grandes métropoles à travers le monde. Quand on évoque la résilience urbaine, notre esprit se tourne immédiatement vers les questions liées au changement climatique, ce qui est tout à fait légitime, car c'est un défi de taille. Les impacts du réchauffement climatique sur les villes sont bien réels, et Casablanca n'y échappe pas.

Mais il ne faut pas oublier que la résilience d'une ville ne se limite pas aux enjeux environnementaux. Elle concerne aussi des aspects économiques, sociaux, culturels. Une ville résiliente, c'est une ville qui sait s'adapter aux multiples contraintes qu'elle rencontre au quotidien.

Cela passe notamment par l'inclusion : l'intégration des jeunes, des femmes, des personnes en situation de handicap. Il est fondamental que chacun puisse trouver sa place dans la ville, contribuer à sa dynamique et bénéficier de ses ressources.

Pour moi, la résilience, c'est avant tout une proximité forte avec les citoyens. Une ville résiliente est une ville qui place ses habitants au cœur des décisions. Il ne s'agit pas simplement de consulter ponctuellement, mais de véritablement les impliquer. Les citoyens sont porteurs d'idées, ils ont une expertise d'usage, une connaissance fine de leur territoire. Et ça, c'est une richesse incroyable pour celles et ceux qui gèrent la ville.

Quel est le sens de votre participation à ces Journées urbaines de l'OCDE ?

Cette participation se traduit par des espaces d'échange, de dialogue, qui permettent de confronter les points de vue et de s'inspirer mutuellement.

Elle repose sur la capacité à apprendre de ce qui se fait ailleurs, dans d'autres contextes, dans d'autres villes du monde.

Comme l'a très bien souligné l'un des intervenants lors de notre rencontre, l'idée est de « se voler les idées des uns et des autres », autrement dit, de capter ce qui fonctionne ailleurs, d'adapter des initiatives, de faire circuler les bonnes pratiques pour nourrir l'action locale. C'est une démarche d'intelligence collective qui, à mon sens, est indispensable pour faire face à des défis aussi complexes.

Certaines initiatives présentées, ou certains échanges vous ont-ils particulièrement marqué ?

Absolument, ce type d'échange est toujours très riche car il permet d'ouvrir les yeux sur des réalités qu'on ne soupçonnait pas forcément.

On a entendu parler de villes confrontées à des problématiques très spécifiques : certaines luttent contre la corruption à grande échelle, d'autres doivent faire face à des crises environnementales intenses : sécheresse prolongée, inondations récurrentes, voire même tremblements de terre.

Ce sont des contextes parfois très éloignés du nôtre, mais ils nous poussent à réfléchir autrement, à anticiper. Et surtout, ils nous montrent qu'il est possible de réagir, d'inventer des solutions, de mobiliser les ressources locales. Il est très inspirant de voir comment certaines villes arrivent à transformer l'adversité en levier d'action. On repart avec des idées, des exemples concrets, et une énergie nouvelle pour agir chez nous.

À lire aussi

ESSENTIELS

« 150 parties prenantes se réuniront pour partager des solutions audacieuses » (L. Kamal-Chaoui, OCDE)

Publié le 14/04/2025 à 10:30

« Le logement est l'une des deux grandes priorités des maires européens » (André Sobczak, Eurocities)

Publié le 09/04/2025 à 08:30

ACTUALITÉ(S)

Unesco : 55 nouvelles collectivités membres du réseau des Villes créatives, dont Caen et Toulouse

Publié le 02/11/2023 à 09:30

Rubriquage

Type :

Actualité

Domaine(s) :

AUC

Rubrique(s) :

Collectivités territoriales

International

Aménagement

Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE)



Création :

- 1948 : Organisation européenne de coopération économique (OECE) pour administrer le plan Marshall financé par les États-Unis afin de reconstruire un continent dévasté par la guerre ;
- 1961 : Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) pour promouvoir des politiques qui améliorent le bien-être économique et social partout dans le monde
- Secrétaire général : Mathias Cormann
- Directrice du département Villes, politiques urbaines et développement durable : Aziza Akhouch
- Membres : 38 pays sur l'ensemble du globe, de l'Amérique du Nord et du Sud à l'Europe et jusqu'à l'Asie-Pacifique ([liste](#))
- Tél. : 01 45 24 82 00

Catégorie : Etat et autorités publiques

Adresse du siège

2 Rue André Pascal
75016 Paris France

→ Consulter la fiche dans l'annuaire

Fiche n° 8518, créée le 11/04/2019 à 17:38 - Maj le 28/04/2025 à 12:04

Une question, une précision ou un avis ?

Texte *

Envoyer

Les autres sites du groupe News Tank

news tank culture

news tank éducation & recherche

news tank mobilités

news tank rh management

news tank énergies

news tank sport

news tank football

news tank agro

news tank académic

rhmatin

immomatin

campusmatin

culturematin

csematin

agromatin

news tank cities



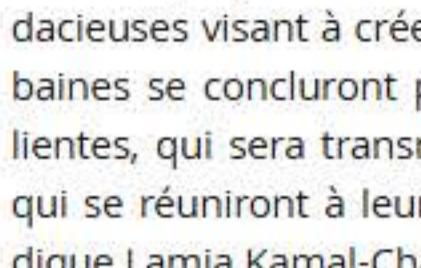
Qui sommes-nous ? | L'équipe | Le groupe | Abonnements | Contact | CGA | Mentions légales | Confidentialité | Cookies

© News Tank Cities 2025

« 150 parties prenantes se réuniront pour partager des solutions audacieuses » (L. Kamal-Chaoui, OCDE)

news tank Paris - Actualité n°394663 - Publié le 14/04/2025 à 10:30

A · A -



Écoutez la synthèse

00:00

00:00

« Pendant quatre jours, le Centre de l'OCDE pour l'Entrepreneuriat, les PME, les Régions et les Villes réunira autour de la table plus de 150 parties prenantes, y compris des maires, ministres, experts et acteurs du changement, pour débattre et partager des solutions audacieuses visant à créer des villes plus inclusives, circulaires et durables. Ces journées urbaines se concluront par un appel à l'action en faveur de villes et de régions plus résilientes, qui sera transmis aux ministres du développement régional des pays de l'OCDE qui se réuniront à leur tour les 19 et 20/05/2025 prochains à Varsovie en Pologne », indique Lamia Kamal-Chaoui, directrice du Centre de l'OCDE pour l'Entrepreneuriat, les PME, les Régions et les Villes, à News Tank le 09/04/2025.

Elle s'exprimait à l'occasion des Urban Days, une initiative de l'OCDE qui se tiendra à Paris du 14 au 17/04/2025.

Ces journées seront l'occasion pour l'OCDE de dévoiler les conclusions de plusieurs nouveaux rapports :

- « Des villes pour tous les âges », accompagné d'une « check-list pour des villes inclusives pour toutes les générations, autour de trois axes clés pour guider les décideurs dans l'adaptation des villes à une société qui vieillit : définir une stratégie claire, renforcer les moyens, et mieux coordonner les acteurs ;
- « Mobiliser la finance durable pour les régions et les villes », et une boîte à outils pour le financement d'infrastructures inclusives et durables pour les régions et les villes, afin de « proposer des solutions concrètes pour mieux aligner les budgets existants sur les objectifs climatiques » ;
- « Mobiliser les partenariats entre villes pour financer le développement urbain », qui vise à montrer comment la coopération entre les villes « peut aider les collectivités à surmonter les obstacles au développement durable, en favorisant l'apprentissage entre pairs, le renforcement de capacités, et la mobilisation de ressources ».

La part des personnes de plus 65 ans dans les villes des pays de l'OCDE devrait passer de 20,9 % en 2020 à 27,9 % en 2040

La transition démographique sera l'un des sujets majeurs de ces Urban Days. Pour cause, la part des personnes âgées dans les villes de l'OCDE devrait augmenter de près de 33 %. Les villes qui ne s'adaptent pas risquent de faire face à plusieurs difficultés, telles que l'isolement et la pauvreté chez les personnes âgées, le manque d'opportunités éducatives et sociales pour les enfants, et la perte d'attractivité pour les jeunes, avec des effets sur le marché du travail et la croissance.

Voici quelques exemples développés par des villes de l'OCDE pour répondre à ces enjeux :

- **Aménagements inclusifs :**
 - À Londres, une grande partie du réseau de transport public est accessible sans marche, réduisant de 40 % le temps de trajet pour les personnes ayant besoin d'itinéraires accessibles, notamment les personnes âgées et les parents avec poussettes.
 - Bogotá a repensé son espace urbain en créant des « blocs de soins » (des zones où sont regroupés des services et des espaces à la fois pour les personnes qui donnent des soins et celles qui en reçoivent) ainsi que des « centres du bonheur », qui offrent des équipements récréatifs partagés pour tous les âges.
- **Le logement intergénérationnel :**
 - Dans plusieurs villes du Japon, des programmes nationaux comme le « système de filet de sécurité pour le logement » aident à rénover les habitations et à rendre le logement abordable et adapté à l'âge plus largement accessible pour les personnes âgées.
 - À New York, la ville s'appuie sur les données du recensement pour identifier les quartiers avec une forte proportion de personnes âgées, afin de prioriser l'amélioration de l'accessibilité des rues et des logements.
- **L'économie locale :**
 - À Naples, une usine abandonnée a été transformée en pôle technologique, qui a formé 2 700 étudiants dans des secteurs à haute qualification et les a aidés à accéder à des emplois de qualité.
 - En 2024, Manchester a lancé « Support to Succeed », un programme dédié aux travailleurs de plus de 50 ans, qui propose un accompagnement personnalisé, des conseils en matière de finances personnelles, des activités pour renforcer la confiance en soi, ainsi que des groupes de recherche d'emploi ciblés pour ceux qui souhaitent retrouver un travail.

« Les villes de l'OCDE sont confrontées à une crise du logement de plus en plus aiguë »

« Les villes de l'OCDE sont confrontées à une crise du logement de plus en plus aiguë. Sur la décennie précédant 2023, les coûts du logement ont augmenté de 68 % dans les grandes villes, et ils sont désormais 86 % plus élevés que dans les petites villes. Cela a mis de nombreux ménages dans la précarité, les poussant parfois au bord de l'exclusion résidentielle, et les a exclus des territoires où se concentrent pourtant les meilleures opportunités économiques et sociales », indique Lamia Kamal-Chaoui.

« Les maires ont un rôle central à jouer face à la crise du logement. Ils disposent de leviers puissants, notamment en matière de planification urbaine pour libérer du foncier et favoriser l'offre de logements, mais aussi à travers les investissements dans les infrastructures qui accompagnent les nouveaux développements. Ils sont également en première ligne pour protéger les plus vulnérables, que ce soit via le logement abordable ou des dispositifs de lutte contre le sans-abriisme. »

Plusieurs villes de l'OCDE travaillent sur des solutions, qui ont notamment inspiré le « Plan d'action de Bruxelles pour des villes abordables et un logement pour tous », signé par les « maires champions de l'OCDE pour la croissance inclusive » en 2023 :

- Toulouse propose un appui direct aux populations à risque via des programmes comme « InstaToit », qui accorde des prêts logement sans intérêt aux Toulousains âgés de 18 à 30 ans. Les mensualités, comprises entre 100 et 500 €, sont remboursables sur deux ans, afin d'aider les étudiants et les jeunes actifs à payer leur loyer et autres frais liés au logement.
- Rennes a mis en place un programme offrant des solutions de logement à plus de 900 personnes, majoritairement des enfants, en utilisant des biens publics et privés vacants, complétés par des services d'accompagnement social.
- Florence a lancé une initiative visant à transformer des bâtiments inutilisés en logements sociaux pour soutenir les jeunes familles et les personnes âgées en quête d'un logement abordable. Cette approche permet de répondre aux enjeux du logement de manière créative et durable, sans nouvelle construction.
- À Varsovie, certaines entreprises ont cédé des bâtiments et bureaux pour accueillir des réfugiés ukrainiens, tandis que la ville a transformé des immeubles de bureaux en centres d'hébergement pour les plus vulnérables.

« Paris pourrait connaître le climat actuel de Montpellier, et le sud de la France celui de l'Andalousie »

« Le dernier rapport de la trajectoire de réchauffement de référence pour l'adaptation au changement Climatique (TRACC) de Météo-France (mars 2025) alerte sur les impacts majeurs d'un réchauffement de 4°C d'ici 2100 par rapport à l'ère préindustrielle. Paris pourrait connaître le climat actuel de Montpellier, et le sud de la France celui de l'Andalousie », indique Lamia Kamal-Chaoui.

Le changement climatique sera l'un des principaux sujets de discussion des Journées urbaines de l'OCDE. « Face à ces effets différenciés et croissants, les collectivités territoriales sont en première ligne de l'atténuation et de l'adaptation. Elles disposent de leviers importants via leurs compétences en planification, réglementation, investissements directs et indirects », selon Lamia Kamal-Chaoui.

Une idée corroborée par quelques chiffres de l'OCDE :

- dans l'OCDE, les collectivités territoriales assurent en moyenne 63 % des dépenses publiques pour le climat et 69 % des investissements publics pour le climat ;
- en France, ces chiffres sont encore plus élevés : 75 % pour les dépenses et 89 % pour l'investissement ;
- pourtant, ces montants restent faibles : seulement 1,1 % du PIB pour les dépenses et 0,4 % pour l'investissement.

65 % des 169 cibles des 17 ODD ne pourront pas être atteintes sans une implication forte des niveaux local et régional

D'après les estimations de l'OCDE, 65 % des 169 cibles des 17 ODD ne pourront pas être atteintes sans une implication forte des niveaux local et régional. Mais plus de 80 % des régions de l'OCDE n'ont atteint aucun des 17 objectifs, 70 % n'en ont atteint que deux ou moins.

C'est la raison pour laquelle une journée entière des Urban Days sera consacrée aux ODD, « pour rappeler que l'Agenda 2030 reste une priorité, même en période d'incertitude. Cette session réunira des maires, des responsables mondiaux et locaux, ainsi que des experts, pour explorer comment maintenir les progrès sur les ODD, même en temps de crise, et assurer des résultats durables », indique Lamia Kamal-Chaoui.

L'OCDE met en avant plusieurs exemples de villes réfléchissant à débloquer de nouvelles sources de financement pour remplir ces objectifs :

- à Rotterdam, une plateforme de financement participatif local a permis de financer un pont entre un quartier défavorisé et le centre-ville ;
- en Inde, plusieurs villes comme Hyderabad ou Mumbai utilisent les droits de développement transférables pour réduire les coûts du foncier ;
- à Kitakyushu, la ville a lancé des obligations durables « SDG Future Bonds » pour financer des projets liés aux ODD.

Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE)

Création :

- 1948 : Organisation européenne de coopération économique (OECE) pour administrer le plan Marshall financé par les États-Unis afin de reconstruire un continent dévasté par la guerre ;
- 1961 : Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) pour promouvoir des politiques qui améliorent le bien-être économique et social partout dans le monde

Secrétaire général :

- Mathias Cormann

Directrice du département Villes, politiques urbaines et développement durable :

- Aziza Akhoun

Membres :

- 38 pays sur l'ensemble du globe, de l'Amérique du Nord et du Sud à l'Europe et jusqu'à l'Asie-Pacifique (liste)

Téléphone :

- 01 45 24 82 00

Catégorie :

- Etat et autorités publiques

Adresse du siège :

- 2 Rue André Pascal

- 75016 Paris France

[Consulter la fiche dans l'annuaire](#)

Fiche n° 8518, créée le 11/04/2019 à 17:38 - Maj le 28/04/2025 à 12:04

Une question, une précision ou un avis ?

Texte *

Envoyer

Les autres sites du groupe News Tank

[news tank culture](#)

[news tank éducation & recherche](#)

[news tank mobilités](#)

[news tank rh management](#)

[news tank énergies](#)

[news tank sport](#)

[news tank football](#)

[news tank agro](#)

[news tank academic](#)

[rhmatin](#)

[immomatin](#)

[campusmatin](#)

[culturematin](#)

[csematin](#)

[agromatin](#)

